

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 boulevard Voltaire
CS 27912
21079 Dijon Cedex

Dijon, le 17/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MILLET-SAMABLAN

La Forest
21200 Sainte-Marie-La-Blanche

Références : 2024-298
Code AIOT : 0005402058

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/07/2024 dans l'établissement MILLET-SAMABLAN implanté 19 Route de Verdun 21200 Sainte-Marie-la-Blanche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est intervenue dans le cadre de l'action nationale 2024 sur les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS). Elle a consisté à veiller au respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 "PFAS".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MILLET-SAMABLAN
- 19 Route de Verdun 21200 Sainte-Marie-la-Blanche
- Code AIOT : 0005402058

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MILLET-SAMABLAN est autorisée par l'arrêté du 14 juin 2015 à exploiter des installations d'extrusion - soufflage et d'injection plastique en Polypropylène (PP) et en Polyéthylène Haute Densité (PEHD), rubrique 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	30 jours
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande d'action corrective	2 mois
3	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Du fait d'une mauvaise interprétation de la réglementation, le site a pris du retard dans la réalisation des campagnes d'analyses prescrites par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : L'exploitant a présenté la liste dénommée "tableau de suivi V1 2024" à l'inspection.

Ce tableau, présentant uniquement les matières premières du site, permet d'identifier la présence de composés pouvant migrer dans les contenus des produits finis. Une ligne relative aux PFAS a été ajoutée à ce tableau.

En bilan, 2 matières premières mises en œuvre sur le site contiennent des PFAS.

L'inspection constate que la recherche de présence de PFAS dans les matières premières du site a bien été réalisée.

Non-conformité :

Cette investigation doit porter sur la totalité des produits utilisés sur le site, incluant les produits annexes ou connexes à la production comme par exemple au niveau du laboratoire ou de la maintenance.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas réalisé d'investigation afin d'identifier les substances PFAS présentes dans les produits mis en œuvre sur le site qui ne sont plus présents aujourd'hui et celles qui ont été produites, traitées et rejetées par ses installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

Le site n'a pas de rejet d'eaux industrielles par conséquent, l'exploitant pensait que cet article ne s'appliquait pas à son site; seulement, il n'est pas en mesure de garantir que les eaux pluviales du site ne sont pas souillées.

Le site dispose de 2 points de rejets d'eaux pluviales rassemblant les eaux de voiries et les eaux de toiture. Avant rejet, les eaux sont traitées par un débourbeur-déshuileur. Les eaux pluviales du site ne peuvent pas être considérées comme non souillées.

Non-conformité : L'exploitant n'a pas réalisé d'analyse sur les eaux pluviales du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
--

Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
--

Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. Délai de restitution des résultats de la première campagne d'analyse : 27 octobre 2023.</p>

Constats :

<p>Non-conformité : En l'absence d'analyse, l'exploitant n'a pas transmis les résultats avant l'échéance.</p>
--

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 3 mois
